

F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section
des Pyrénées Orientales
de la Fédération Syndicale Unitaire
Éducation, Recherche, Culture ...

Tous ensemble !!!

Voilà revenu le joli mois de mai et son florilège de jours fériés. Mais il en est un, particulièrement, que nous ne raterions pour rien au monde, c'est le 1^{er} MAI, avec ses manifestations de commémoration de la fête du travail.

Placée entre les deux tours, c'est une occasion inespérée de nous faire entendre encore une fois sur nos revendications et de peser sur le débat.

Comme chaque année, les défilés intersyndicaux et unitaires auront lieu dans l'ensemble du département. La FSU se doit d'y être fortement représentée et visible. Les raisons de la colère ne manquent pas. Que se soit dans nos établissements ou nos services, les mêmes problématiques sont à l'œuvre : suppressions de postes, blocage des salaires, statuts malmenés, diminution de moyens, tout un ensemble de mesures dictées par des conjectures comptables restrictives qui conduisent à la dégradation des Services Publics.

Nous pouvons considérer avec lucidité que les échéances électorales ne modifieront peu ou pas le calendrier de nos luttes, et quel que soit le résultat des urnes, nous savons que nous devons poursuivre les actions pour la défense des droits et des missions des services publics.

Ce premier mai se déroulera dans un climat de remise en cause des droits syndicaux, comme la perte de sens des différentes formes de paritarisme. Les attaques contre les représentants syndicaux, dans l'exercice de leurs mandats, se font de plus en plus fréquentes. De trop nombreux camarades sont ainsi renvoyé(e)s devant les tribunaux, ou les conseils de discipline, alors qu'ils agissent, dans le respect de la loi, pour l'amélioration des conditions de travail, pour l'intérêt des personnels, pour la défense de leurs élèves, des usagers, pour la prise en compte de nouveaux besoins sociaux, ou pour le respect des droits de l'homme ou de l'enfant.

Nous soutiendrons particulièrement en ce 1^{er} mai Florimond Guimard militant du SNUIPP des bouches du Rhône inquiété pour son engagement dans RESF, et nos camarades du SNUipp des PO accusés de « violence en réunion » pour avoir simplement occupé pacifiquement le 8 février 2007, les locaux de l'inspection académique.

Ce droit syndical auquel nous sommes tant attachés, il est aujourd'hui menacé, alors **mobilisons nous ce 1^{er} Mai et participons aux défilés pour les droits des travailleurs, pour le droit à d'autres possibles.**

Face au rêve de ceux qui nous promettent un monde plus dur et moins sûr fondé sur l'individualisme, la concurrence libre et non faussée, sachons opposer celui d'un monde plus solidaire plus fraternel plus respectueux des droits fondamentaux, ce monde dont rêvaient ceux qui ont perdu leur vie un certain 1^{er} mai 1886 dans les

18 rue Condorcet 66000 PERPIGNAN
Tél. 04.68.66.68.29 Fax: 04.68.50.32.31
e-mail: fsu66@fsu.fr http://fsu66.free.fr

Directeur de la Publication:

M. FRANQUESA

Imprimé par nos soins

ISSN en cours

CPPAP: 0711 S 06469

Dispensé de timbrage

Routage 206

Perpignan Centre de Tri



Déposé le 20/03/2007

Sommaire: 1- Édito
2 - Droits syndicaux.
3 - La solidarité ne doit pas devenir un délit, Carte scolaire 1er degré
4 - Action ANPE, Consultation FSU : adhésion à la CSI, 1er mai: autres manifs

Manifestation 1er Mai

**Rassemblement 10 h 30
Place de Catalogne Perpignan**

**À l'appel de l'intersyndicale
CGT, CFDT, FO, FSU,
UNSA, Solidaires**

**Pour l'emploi, les services publics,
les salaires et les pensions**

**Pour la défense
des droits et libertés**

UNISSONS NOUS !

La Secrétaire Générale de l'Inspection Académique, Claudine Madelaine, porte plainte contre Grégory Raynal, Secrétaire Départemental du SNUipp-FSU 66, et Guy Pince, délégué du personnel, pour « violences en réunion » (sic !)

Le SNUipp, s'il a su mériter largement la confiance des personnels, ne s'est pas fait que des amis parmi ceux qui nous gouvernent et ceux qui s'en veulent les serviteurs zélés.

Depuis sa création en 1992, le SNUipp a toujours été aux avant-postes des luttes sociales et syndicales: grèves, délégations, manifestations, rassemblements, défilés, occupations sont les moyens auxquels nous sommes trop souvent forcés de recourir face à la surdité des gouvernements et de leurs représentants. Nous les avons toujours gérés avec responsabilité et sérieux, sans excès ni débordements.

Nous ne nous sommes jamais trompés sur notre adversaire: c'est une politique réactionnaire de démolition des acquis sociaux et de casse du service public que nous avons toujours attaquée et non les personnes. Les fonctionnaires d'autorité, de l'IA aux IEN, chargés de la mettre en œuvre, et encore moins les personnels administratifs qui en subissent les mêmes méfaits n'ont jamais été notre cible. L'histoire des 15 dernières années, pour qui veut bien les évoquer avec objectivité est sans appel à ce sujet.

La récente et scandaleuse garde à vue de notre collègue directrice parisienne, aurait-elle suscité des vocations en pays Catalan? L'Avenue Jean Giraudoux se serait-elle métamorphosée l'espace d'un instant de folie en Gare du Nord livrée aux hordes syndicalistes déchaînées ?

Revenons-en aux faits: lors de la dernière grève nationale, le 8 février 2007 une délégation intersyndicale devant être reçue par l'Inspecteur d'Académie en début d'après-midi, les collègues étaient entre-temps appelés à pique-niquer devant l'Inspection Académique. Le mauvais temps aidant et le (frugal) repas fini assez rapidement, les grévistes voulurent prendre un café au chaud dans le hall et soulager de manière policée en des lieux adéquats des besoins naturels et pressants... Nous a-t-on assez répété que l'Inspection Académique était notre maison et que nous y étions les bienvenus... Hélas autres temps, autres mœurs, la Secrétaire Générale, prétendant barrer l'accès, généra une bousculade qui précipita à la renverse les quatre fers en l'air dans le jardinet une collègue retraitée, brisant les lunettes d'un autre ... Disparition de la Secrétaire Générale dans les étages, entrée pacifique du groupe dans le hall (en présence des Renseignements Généraux appelés désormais systématiquement à la rescousse), attente, réception de la délégation par l'IA . Fin de la partie, tout au moins le croyions nous.

Après avoir exigé des excuses qui n'avaient pas lieu d'être, plainte est maintenant déposée nominativement contre nos deux camarades : les seuls à avoir été reconnus parmi l'ensemble des militants et représentants du personnel présents ce jour là !

Quelle mémoire défaillante: seuls le Secrétaire Départemental et ... un complice !

Derrière son Secrétaire Départemental, c'est tout le syndicat, la profession même qui sont visés, dans une tentative de mise au pas. Voudrait-on réduire au silence ou discréditer la première organisation syndicale dans les écoles? Peut-on laisser sans réagir une attaque sans précédent?

Le SNUipp et la FSU interviennent dès maintenant, à tous les niveaux pour dénoncer et faire cesser ce scandale, sans préjuger des suites à y donner.

Arrivant dans le département, la Secrétaire Générale en réunion de rentrée de directeurs, se plut à citer Pascal Obispo «on ne remplace, jamais personne, on prend juste un peu la relève...». Ce qui est sûr, c'est que la relève n'a pas été bénéfique au dialogue social à l'Inspection Académique des PO. Il serait bon de méditer aussi le dernier texte du même interprète en hommage à Rosa Parker, pionnière de la lutte civique des noirs aux USA : «Si tu voyais Rosa, Les routes que tu as faites, Parce qu'un jour tu osas, Simplement tenir tête»

Bureau départemental SNUipp

LA SOLIDARITE NE DOIT PAS DEVENIR UN DELIT !

Depuis plusieurs mois, des actions en solidarité avec les Sans Papiers se font jour : manifestations, parrainages citoyens, accompagnements en préfecture, pétitions, présence dans les tribunaux, débats publics, hébergements d'urgence...

Ces actes sont le reflet d'une prise de conscience dans l'opinion face à une politique liberticide menée par le gouvernement. Ils portent en eux-mêmes les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et constituent une défense des droits de l'Homme : droit de vivre en famille, droit à la scolarité, droit à la sécurité, droit à la santé... Au lieu de traiter le problème sur le fond, le gouvernement choisit de criminaliser ces actions citoyennes.

Le 11 novembre 2006, près de 200 personnes, militants syndicaux, associatifs, politiques, des élus républicains, des membres du Resf13, des citoyens... manifestent de manière déterminée mais non violente à l'aéroport de Marseille-Provence contre l'expulsion d'un père de famille de deux enfants scolarisés à Marseille et la mettent en échec.

Plus d'un mois après ces événements, Florimond Guimard, professeur des écoles à Marseille, militant syndical et associatif, était placé en garde à vue et devra comparaître le 20 Avril à 14h devant le Tribunal Correctionnel d'Aix en Provence pour « violence en réunion avec arme par destination » deux jours avant le premier tour de l'élection présidentielle.

Pourtant aucun blessé n'a été déploré ce jour, si ce n'est 1 jour d'ITT concernant un policier dont le pouce aurait heurté une barrière et quelques éraflures côté manifestants. Florimond Guimard a par ailleurs suivi à distance la voiture de police qui emmenait le père de famille à expulser.

Nous demandons l'arrêt immédiat des poursuites contre ce militant des droits de l'homme et contre tout militant de RESF.

Après l'affaire de la rue Rampal à Paris, ce procès est encore une fois symbolique de la dérive des pouvoirs publics qui tendent à judiciariser l'action collective en poursuivant un militant engagé contre une politique qui bafoue les droits de l'homme et de l'enfant.

La FSU assure Florimond de sa solidarité. Elle exige l'abandon des poursuites et appelle tous les personnels à se mobiliser contre cette atteinte aux droits.

Pétition de soutien à Florimond Guimard, pour l'abandon des poursuites :

<http://www.valplan.info/petitions/index.php?petition=3>

CARTE SCOLAIRE 1^{ER} DEGRE : PENURIE QUAND TU NOUS TIENS !

La carte scolaire 1^{er} degré a été, une fois de plus, marquée par une pénurie aggravée de moyens pour faire face aux demandes des écoles du département. Cette année 2 postes seulement avaient été attribués par le recteur (dont 1 pour l'enseignement bilingue) alors que les demandes de scolarisation sont toujours à la hausse : le pari de la satisfaction des besoins était donc difficile voire impossible à réaliser !

Plus de 6 heures de discussion – entre les réunions du CTPD et du CDEN- ont été consacrées par les délégués syndicaux de la FSU à batailler pour limiter la casse du service public d'éducation. Classes fermées (même en ZEP), enfants de 3 ans non scolarisés (ceux qui n'ont pas eu la chance d'être nés avant la date de la rentrée scolaire !), remplacement non assuré, maternelles sacrifiées, écoles fusionnées ...pas de quoi pavoiser pour la rentrée prochaine qui se fera dans un climat de grogne des parents d'élèves et des enseignants vu le nombre d'écoles qui n'ont pu avoir satisfaction...comme la population d'Olette qui s'est mobilisée dès le lendemain de la décision de fermeture d'une des classes de l'école.

A l'heure où les questions d'éducation sont à l'ordre du jour des programmes des candidats à la présidentielle, il est urgent d'exiger une politique éducative ambitieuse permettant la réussite de tous les enfants sur l'ensemble de notre territoire . Mais cette exigence ne pourra se concrétiser sans la mobilisation de tous les partenaires de l'école, de tous ceux qui refusent la pénurie et veulent que les services publics aient les moyens d'accomplir leur mission. La carte scolaire doit répondre à tous les besoins éducatifs, quantitatifs et qualitatifs. Mécontentements donc à suivre le jour de la rentrée scolaire, quand se poseront concrètement les nombreux problèmes d'accueil des élèves dans les écoles de notre département.

Brigitte VIBERT-GUIGUE

TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION, INSERTION

Bilan de la journée d'action de l'ANPE

La journée nationale d'action du Jeudi 29 mars à l'appel de l'intersyndicale des personnels de l'ANPE : CFDT, CGC, CGT, FO, SNAP-CFTC, **SNU-TEFI/FSU**, UNSA a été une réussite en terme de mobilisation, le taux de grévistes atteignant 52,7% dans notre département. Cette journée d'action a été marquée par un rassemblement des personnels en lutte à Montpellier.

L'intersyndicale avait appelé à se mobiliser contre le démantèlement de l'ANPE, la mise en route des plateformes de mutualisation qui préparent l'externalisation des services de l'ANPE. Il s'agissait aussi:

- de revendiquer des moyens pour le personnel de remplir les missions de l'agence
- de refuser les méthodes de management par le stress et les objectifs irréalisables
- d'agir pour la mise en oeuvre d'une gestion des personnels digne de ce nom.

VIE FEDERALE :

Consultation des adhérents des syndicats de la FSU sur l'adhésion à la Confédération Syndicale Internationale

En application de la décision du congrès de Marseille de la FSU, une consultation individuelle des syndiqués est organisée sur l'adhésion de la FSU à la CSI.

Le vote se déroulera entre le 1er mai et le 1er juin 2007. Chaque syndicat national déterminera à l'intérieur de cette plage une période continue de vote. Les résultats seront transmis par chaque syndicat national à la fédération au plus tard le mercredi 20 juin.

Électeurs

La liste des électeurs est établie sous la responsabilité de chaque syndicat national. Sont électeurs, les syndiqués à jour de leur cotisation à l'ouverture du scrutin (2 mai 2007).

Information des adhérents

Un matériel fédéral sera adressé à chaque adhérent avec la revue « POUR » début mai.

Résultats

Les résultats de cette consultation individuelle des adhérents seront proclamés lors du Cdfn des 20 et 21 juin.

Pour la détermination de la majorité qualifiée (majorité absolue), seront pris en compte les votes « oui » et les votes « non ». Le CDFN de juin prendra la décision d'adhésion éventuelle à la CSI en respectant le résultat du vote des syndiqués.

1er Mai (suite) :

autres manifestations de la fête du travail dans le département

A l'heure où nous mettons sous presse voici la liste des divers rassemblements organisés dans le département des Pyrénées Orientales

Alenya Place de la Mairie 10 h 30
Argelès de la Marena Espace Liberté 10 h
Cerdagne Capcir Matemale Mairie 11 h
Céret Place de la Mairie 10 h 30
Elne Plateau de Garaffes 10 h 30
Estagel Salle des fêtes Arago 10 h 30
Ille sur Têt devant la Mairie 10 h

Millas Place de la Mairie 10 h 30
Palau del Vidre Foyer communal 10 h
Ponteilla Place de la République 11 h 30
Port Vendres monument aux morts 11 h
Rivesaltes Ancienne mairie 10 h 30
Saint Laurent de Cerdans Syndicat 10 h 30
Toulouges Place du village 10 h 30
Prades lieu et heure restent à déterminer

Nous appelons les adhérents de la FSU qui ne pourraient pas se rendre à Perpignan ce jour-là, à participer à ces différentes commémorations